BONUS CHRONIQUE 155 – PAROLES LIBRES

Impertinence et autocensure : Le politiquement correct comme antidote aux idées reçues

Daniel Vander Gucht,
Sociologue, chef de travaux chargé de cours à l'Université libre de Bruxelles

L'impertinence, si nécessaire à l'expression d'une pensée libre comme à l'exercice de la démocratie, n'est-elle pas menacée par l'imposition du politiquement correct qui paverait la voie à une forme de pensée unique ? C'est le sentiment que semblent avoir suscité les attentats et les émeutes qui ont secoué la planète suite à la publication de caricatures et la diffusion de films jugés blasphématoires par certaines communautés religieuses et qui soulève la question de savoir s'il y aurait des limites à assigner à l'humour ?

Rappelons la définition sociologique classique du crime qui y voit une offense à la morale publique ou un outrage aux bonnes mœurs. En d'autres termes, d'un point de vue sociologique, le crime serait constitué par une atteinte au conformisme qui occasionne une rupture de la solidarité collective que la société ferait payer en retour au déviant en le sanctionnant par une désapprobation collective, voire par une décision de justice garante de la moralité publique. On en déduit donc, comme corollaire, que les bornes de ce qui est socialement acceptable sont relatives et même qu'une bonne mesure d'impertinence est socialement salutaire puisque, comme le reconnaît le sociologue français Emile Durkheim qui a posé les bases de la sociologie universitaire au début du vingtième siècle, — je le cite : « L'existence d'une criminalité avait une utilité généralement indirecte et quelquefois directe; indirecte, parce que le crime ne pourrait cesser d'être que si la conscience collective s'imposait aux consciences individuelles avec une autorité tellement inéluctable que toute transformation morale serait rendue impossible ; directe, en ce que parfois, mais parfois seulement, le criminel a été un précurseur de la morale à venir. » C'est exactement ce qu'entend George Bernard Shaw, le dramaturge irlandais bien connu pour son esprit anticonformiste qui choquait autant qu'il ravissait ses contemporains, lorsqu'il déclare que « Toutes les grandes vérités commencent par des blasphèmes. »

Cette conception relativiste, progressiste et démocratique de la morale qui ménage une certaine tolérance à la liberté d'expression et à l'impertinence, s'affronte néanmoins à la rigidité dogmatique des intégristes idéologiques et religieux de tout bord qui recourent à l'intimidation, réclament la censure et justifient le terrorisme contre tous ceux qui manquent de respect à l'objet de leur croyances et tournent en dérision leurs convictions. Ce qui nous conduit à revenir un instant sur les notions de liberté de penser et de liberté d'expression qui sont considérées comme des droits humains fondamentaux, qui font l'objet de l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, et, la même année, du premier amendement de la constitution américaine, puis, en 1948, de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU. La défense de ces valeurs contre toute forme de censure se comprend très bien et est parfaitement justifiée dans toute démocratie digne de ce nom pour empêcher que soit étouffée la voix du peuple mais il convient de rappeler que la démocratie, loin d'être une forme de « dictature de la majorité », se définit par la protection de l'intégrité morale et physique des minorités et le respect de la personne humaine. Ce qui explique que le droit prévoit que la liberté d'expression soit assortie d'une obligation de responsabilité de la part de celui qui pose un acte ou tient des propos qui peuvent blesser. C'est que la parole, et *a fortiori* la parole publique, n'est ni toujours anodine ni inoffensive mais peut relever du discours performatif, c'est-à-dire qu'elle peut exercer, intentionnellement ou involontairement, une forme de violence symbolique dont il convient de

mesurer les effets. À cet égard, l'autocontrainte constitue certes une forme d'autocensure mais elle témoigne surtout d'un souci de l'autre qui met nos échanges sociaux à l'abri de toute manifestation intempestive de nos pulsions primaires, comme le fait remarquer le sociologue Norbert Elias qui y voit un gage de civilité et un indice de civilisation. En tout état de cause, ce garde-fou est d'autant plus salutaire qu'à l'ère de la mondialisation, ce qui peut faire rire entre soi et être compris au second degré au sein d'un groupe limité de personnes qui partagent les mêmes référents culturels et interprètent pareillement les codes de métacommunication qui permettent de comprendre dans quel registre se situe le discours (comme l'explique le théoricien de la communication Paul Watzlawick), aura toutes les chances d'être perçu littéralement et sans aucun humour par d'autres communautés plus éloignées et étrangères aux codes spécifique de notre humour local. En effet, l'efficacité de l'humour suppose une connivence qui explique que tout le monde ne rit pas des mêmes choses. Il convient donc bien pour tout humoriste professionnel d'intégrer cette donnée et d'anticiper les réactions variées que peuvent provoquer ses saillies sans pour autant céder à l'intimidation ni à renoncer à exercer sa liberté de critiquer, pour autant qu'il n'y ait pas intention de nuire. Et, suivant le précepte de Pierre Desproges pour qui on peut rire de tout mais pas avec n'importe qui, il peut soit flatter son public en le caressant dans le sens du poil, c'est-à-dire conforter ses idées reçues en prenant appui sur les stéréotypes les plus répandus dans l'espace social pour faire rire, soit choisir de dynamiter ces conventions et ces préjugés en les poussant jusqu'à l'absurde, comme le fit si bien Desproges.

Pour répondre à la première question, je dirais que la « pensée unique » est un fantasme ou une hantise d'autant plus absurde que l'on peut constater chaque jour la virulence des intégrismes de tout poil et la violence meurtrière de l'affrontement idéologique, chez nous comme dans le reste du monde. Alors notre complainte de démocrates au petit pied qui fustigeons le politiquement correct comme s'il s'agissait d'une intolérable censure qui nous astreint à une forme de pensée unique a quelque chose de ridicule, voire de vaguement indécent. On peut certes continuer à souscrire à la fameuse formule de Voltaire qui se déclarait prêt à se battre pour que ses adversaires aient le droit d'exprimer leurs idées, mais encore faudrait-il que ce qui s'exprime — et qu'on nous empêcherait désormais d'exprimer — soit de l'ordre de la pensée, et non de la pure invective ou de l'injure. Or je doute qu'il y ait jamais de la pensée dans la liberté de pouvoir traiter son prochain de bougnoule, de salope, de youpin ou de PD, ni que cela fasse progresser les idées. En d'autres termes, arrêtons de nous sentir persécutés comme des beaufs dès que nous sommes tenus de réfléchir à ce qu'on dit et de ne pas dire n'importe quoi en étant exonérés de toute responsabilité, au risque de stigmatiser, de discriminer, d'ostraciser voire de traumatiser toutes les catégories de personnes qui sont la cible de nos moqueries, même si elles nous paraissent sur le coup innocentes et sans gravité.

En définitive, s'il y a bien une « pensée unique », c'est dans la condamnation unanime du politiquement correct qu'on peut la trouver, tant l'assimilation de cette incitation à prendre conscience des usages inappropriés et des connotations discriminatoires de certains mots courants que nous utilisons spontanément et innocemment, et à combattre les préjugés de race, de classe et de genre, entre autres, en commençant par soi-même bouscule nos habitudes et heurte notre fibre anticonformiste. Si le « politiquement correct » importé du Nouveau monde évoque dans le Vieux monde, et en particulier dans l'espace francophone européen, un synonyme de bienséance, il faut rappeler que la notion de « correction » ne doit pas être entendue ici au sens de « conforme » mais d'« approprié », et loin de symboliser un quelconque conformisme majoritaire, il incarne une forme d'activisme de la part de minorités politiquement actives qui militent pour la reconnaissance et la dignité de leurs communautés en combattant précisément les clichés du sens commun et de l'opinion publique. Et, en effet, pour qui se donne la peine d'y réfléchir un tant soit peu, refuser de surveiller son langage pour ne pas amalgamer ni offenser certaines catégories de personnes est du même ordre que continuer à penser que mettre la main au panier de sa secrétaire est une prérogative naturelle de tout mâle en position de pouvoir. Rien d'héroïquement

transgressif dans cette attitude donc, mais au contraire le plus borné des conformismes doublé d'une farouche dénégation des dégâts que nos comportements et nos propos peuvent provoquer autour de nous. Force est, en effet, de constater que le politiquement correct participe du même principe que la condamnation du harcèlement moral et sexuel, bref de la lutte contre toutes les formes d'abus de pouvoir sous la forme d'une violence physique et symbolique. Cette dernière s'exerce sur les plus vulnérables d'entre nous avec leur complicité tacite du fait que les représentations collectives et les stéréotypes sociaux sont si puissamment ancrés en chacun d'entre nous que nous finissons par trouver légitime et naturel d'être oppressés, exploités, discrédités, humiliés et dominés, comme nous l'a démontré le sociologue Pierre Bourdieu.

Les défenseurs de la liberté d'expression inconditionnelle devraient du reste réfléchir au fait que les fanatiques et les extrémistes sont les premiers à invoquer la liberté d'expression pour justifier leurs propos et la dissémination de leurs opinions racistes, misogynes, homophobes, etc.

Reste la seconde question qui est de savoir si le persiflage et l'impertinence que manifestent les humoristes et les chroniqueurs professionnels doivent eux aussi être bridés. Leur métier n'exige-t-il pas précisément de transgresser la morale publique, la bienséance et la bien-pensance, de gratter parfois là où cela fait mal. Sans doute. Et je songe ici encore une fois à George Bernard Shaw qui déclarait que « Pour me faire entendre, j'ai eu besoin de passer pour un fou auquel on accordait des privilèges et la liberté d'un bouffon de cour. » Je reste pourtant persuadé que tout chroniqueur de talent, et même le plus féroce, sait très exactement et intuitivement où placer cette limite.

En conclusion, je dirais que l'humour est avant tout une arme de légitime défense contre les violences qu'on nous fait, et j'en veux pour preuve que les humoristes qui font preuve d'une certaine déontologie et d'une éthique personnelle ne s'en prennent qu'aux puissants, à ceux qui ont les moyens de nous nuire, mais aussi de se défendre. Cette faculté est à ce point nécessaire au maintien de la solidarité collective que la société s'en est saisie pour en limiter les effets le temps du carnaval qui manifeste symboliquement l'inversion de l'ordre social. Ce mécanisme de défense est par ailleurs particulièrement développé chez les minorités opprimées (on songera bien sûr ici à l'humour juif — dont il n'est d'ailleurs pas sûr qu'il se perpétue chez les Israéliens — aux « beurs » et aux noirs dont l'humour est aujourd'hui le plus dévastateur en France) comme chez les femmes (qui ne sont pas une minorité, si je ne m'abuse, mais qui n'en restent pas moins cantonnées dans des rôles subalternes et des stéréotypes peu flatteurs dans une société qui reste dominée par les hommes) quand bien même le grand public privilégie un humour plus *« mainstream »*. En revanche, c'est le cynisme qui tient lieu d'humour aux oppresseurs, aux tyrans, aux dictateurs de tout poil — depuis le tristement célèbre « Arbeit Macht Frei » que l'on trouve inscrit au fronton des camps de concentrations nazis, mais aussi soviétiques, comme on le sait moins, jusqu'au fameux « Durafour-Crématoire » de Le Pen et le pitoyable « mieux vaut payer une prostitué mineure que d'être PD » de Berlusconi toujours bien inspiré. Ce qui m'amène à faire une distinction entre l'humour qui consiste à savoir rire de soi avec les autres et la farce qui fait toujours rire aux dépens de l'autre : les blondes, les belges, les Juifs… ou les coiffeurs — cible privilégiée de Desproges à qui on pardonnera car c'était là une manière, justement, de désamorcer cette forme de parasitage de l'humour par la haine — un peu comme Raymond Aron qui aimait malicieusement raconter que lors de la prochaine guerre mondiale, on raflera les Juifs et les coiffeurs, rien que pour voir la mine déconfite et gênée de ses interlocuteurs lorsqu'ils demandaient naïvement « Mais pourquoi les coiffeurs ? »